Résolution sur l’importance de la mémoire européenne pour l’avenir de l’Europe

2019/2819(RSP) - 19/09/2019 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 535 voix pour, 66 contre et 52 abstentions, une résolution sur l’ importance de la mémoire européenne pour l’avenir de l’Europe.

La résolution a été déposée par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE et ECR.

2019 marque le 80e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale, qui a causé des souffrances humaines d’une ampleur sans précédent et conduit à l’occupation de pays européens pendant de nombreuses décennies.

La résolution a insisté sur le fait qu’il y a 80 ans, le 23 août 1939, l’Union soviétique communiste et l’ Allemagne nazie ont signé un pacte de non-agression, connu sous le nom de pacte germano-soviétique ou pacte Molotov-Ribbentrop, dont les protocoles secrets partageaient l’Europe et les territoires d’États indépendants entre les deux régimes totalitaires selon des sphères d’influence, ouvrant la voie au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Le Parlement a condamné toute démonstration et toute propagation d’idéologies totalitaires, telles que le nazisme et le stalinisme, dans l’Union européenne, ainsi que le révisionnisme historique et la glorification des collaborateurs nazis qui ont cours dans certains États membres de l’Union. Il s’est alarmé de l’ acceptation, qui va croissant, d’idéologies radicales et d’une régression vers le fascisme, le racisme, la xénophobie et d’autres formes d’intolérance au sein de l’Union européenne.

Le Parlement a invité les États membres à :

- procéder à une évaluation claire et fondée sur les principes en ce qui concerne les crimes et actes d’ agression commis par les régimes communistes totalitaires et le régime nazi ;

- célébrer le 23 août, Journée européenne de commémoration des victimes des régimes totalitaires, tant au niveau de l’Union qu’au niveau national ;

- sensibiliser la jeune génération à ces problématiques en incorporant, dans les programmes et manuels scolaires de toutes les écoles dans l’Union européenne, l’histoire des régimes totalitaires et l’analyse des séquelles qu’ils ont laissées ;

- condamner et à combattre la négation de l’Holocauste sous toutes ses formes, notamment la banalisation et la minimisation des crimes commis par les nazis et leurs collaborateurs, et de veiller à ce que les discours politiques et médiatiques soient exempts de ce type de banalisation.

De manière générale, l’UE a réclamé :

- une culture mémorielle partagée, qui dénonce les crimes commis par le passé par les régimes fasciste, stalinien et autres régimes autoritaires, de manière à permettre notamment à la jeune génération d’acquérir la résilience nécessaire pour faire face aux menaces auxquelles la démocratie est confrontée à l’heure actuelle ;

- que le 25 mai (anniversaire de l'exécution de Witold Pilecki, héros d'Auschwitz) soit proclamé Journée mondiale des héros de la lutte contre le totalitarisme ;

- l'affectation de ressources financières suffisantes, dans le cadre du programme «L'Europe pour les citoyens», au soutien à la commémoration et au souvenir des victimes du totalitarisme, comme demandé dans la position du Parlement sur le programme «Droits et valeurs» 20212027.

En dernier lieu, le Parlement a réitéré que la Russie reste la plus grande victime du totalitarisme communiste et que sa transformation en un État démocratique sera entravée aussi longtemps que le gouvernement, l'élite politique et la propagande politique continueront de blanchir les crimes communistes et de glorifier le régime totalitaire soviétique. Il a invité par conséquent la société russe à accepter son passé tragique.